INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Investissements privés et publics
Perspectives québécoises 2012

Bulletin
FLASH

En bref

- ***Production de biens : des intentions d'investissement en forte croissance***
- ***Investissements publics : la croissance se modère***
- ***Année 2011 : un secteur privé plus vigoureux qu'anticipé***

Selon les perspectives 2012, les investissements réalisés au Québec atteindront 70,8 G$, en croissance de 5,6 % par rapport à 2011. Il s'agit d'une croissance inférieure à la moyenne canadienne (+ 6,2 %). La croissance attendue devrait être plus forte dans la construction (+ 6,2 %) que dans les machines et l'équipement (+ 4,3 %). Pour les composantes, on constate que le secteur privé non résidentiel est le secteur affichant la croissance la plus marquée (+ 8,5 %), suivi par les investissements publics (+ 5,8 %) et le logement (+ 2,6 %). Globalement, ces investissements représentent 36,4 %, 29,4 % et 34,2 % de l'investissement total.

À l'échelle canadienne, les intentions d'investissement au Québec représentent 18,1 % du total en 2012, plaçant la région au troisième rang derrière l'Ontario (30,9 %) et l'Alberta (23,9 %). Selon le secteur, le Québec représente 23,8 % de l'investissement public au Canada, mais seulement 12,5 % de l'investissement privé non résidentiel. Le secteur résidentiel québécois, selon les perspectives 2012, représente 24,1 % du total canadien.

L'investissement des industries productrices de biens est en croissance de 17,5 % par rapport à 2011 pour s'élever à 17,5 G$. Il s'agit d'un nouveau sommet, supérieur de plus de 2,5 G$ en regard de l'année précédente. Le secteur minier est celui qui affiche la croissance la plus vigoureuse, avec une croissance de 62,0 %, suivi du secteur des services publics (+ 18,9 %). L'investissement dans le secteur de la fabrication, malgré un léger repli en 2012 (– 2,6 %), semble reprendre de la vigueur : les intentions pour 2012 se chiffrent à 5,0 G$ (2011 : 5,2 G$), des niveaux observés pour la dernière fois en 2003. Bien qu'une bonne partie de la forte croissance enregistrée en 2011 soit attribuable à de nouvelles constructions, la croissance de l'investissement en machines et équipement est soutenue depuis la récession de 2009.

Parmi les sous-secteurs de la fabrication, celui de la première transformation des métaux a été particulièrement actif

Tableau 1
Dépenses en immobilisation ventilées selon certaines composantes, Québec, 2009-2012

Composante	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
	G$ courants				%
Industries productrices de biens	**12,0**	**13,3**	**14,9**	**17,5**	**17,5**
Construction	7,3	7,6	8,6	10,3	19,5
Machines et équipement	4,8	5,7	6,3	7,2	14,6
Industries productrices de services	**27,5**	**27,0**	**28,5**	**29,1**	**1,9**
Construction	13,6	13,8	14,8	15,4	4,1
Machines et équipement	13,8	13,2	13,8	13,7	– 0,4
Logement[3]	**19,4**	**22,8**	**23,6**	**24,2**	**2,6**
Total	**58,9**	**63,1**	**67,0**	**70,8**	**5,6**
Construction	40,3	44,2	46,9	49,8	6,2
Machines et équipement	18,6	18,9	20,1	20,9	4,3
Secteur privé	**39,7**	**44,0**	**47,3**	**50,0**	**5,6**
Construction résidentielle	19,4	22,8	23,6	24,2	2,6
Construction non résidentielle	6,8	6,8	8,6	10,0	16,7
Machines et équipement	13,6	14,4	15,2	15,8	3,9
Secteur public	**19,1**	**19,1**	**19,7**	**20,8**	**5,8**
Construction	14,1	14,6	14,8	15,7	5,8
Machines et équipement	5,0	4,5	4,9	5,1	5,9

en nouveaux investissements ces deux dernières années. En 2011, avec des investissements de 1,4 G$, ce sous-secteur à lui seul a été responsable de plus du quart des investissements en fabrication (parmi 21 sous-secteurs). La décroissance observée pour ce secteur en 2012 ne doit pas être interprétée comme un ralentissement : à 927,7 M$, il s'agit d'un niveau relativement élevé d'une perspective historique, et le secteur demeure le chef de file du secteur de la fabrication. Plusieurs autres sous-secteurs enregistrent de fortes croissances entre 2010 et 2012, notamment la fabrication de produits de pétrole et de charbon, de machines et de matériel de transport, sous-secteurs pour lesquels les intentions d'investissement pour 2012 sont près (ou plus) du double du niveau d'investissement observé en 2010.

Tableau 2

Dépenses en immobilisation ventilée selon l'industrie, Québec, 2009-2012

Industrie	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
	M$ courants				%
Industries productrices de biens	**12 025,4**	**13 307,2**	**14 923,0**	**17 528,7**	**17,5**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	757,7	774,0	741,3	755,3	1,9
Extraction minière, de pétrole et gaz	1 789,5	2 597,7	2 742,9	4 443,7	62,0
Services publics	5 438,7	5 413,0	5 135,5	6 108,2	18,9
Construction	945,2	1 190,0	1 148,6	1 202,1	4,7
Fabrication	3 094,3	3 332,5	5 154,7	5 019,4	– 2,6
Industries productrices de services	**27 478,8**	**26 990,5**	**28 525,6**	**29 080,8**	**1,9**
Commerce en gros	1 142,5	1 173,8	1 296,1	1 397,5	7,8
Commerce de détail	1 492,2	1 609,5	1 665,3	1 787,7	7,4
Transport et entreposage	2 904,3	2 059,3	2 558,5	3 049,5	19,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 860,5	1 577,1	1 500,3	1 480,0	– 1,4
Finance et assurances	2 137,9	2 550,3	2 346,5	2 303,0	– 1,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1 987,4	2 200,3	2 095,8	2 069,6	– 1,3
Services professionnel, scientifiques et techniques	839,5	751,0	1 046,7	972,9	– 7,1
Gestion de sociétés et d'entreprises	6,7	6,2	19,4	18,6	– 4,1
Services d'enseignement	1 879,7	1 965,2	1 815,7	1 778,8	-2,0
Soins de santé et assistance sociale	1 870,5	1 994,8	2 268,4	2 402,9	5,9
Arts, spectacles et loisirs	300,5	385,5	405,8	407,9	0,5
Hébergement et services de restauration	719,8	592,7	520,9	437,2	– 16,1
Administrations publiques	9 527,1	9 355,8	9 844,5	9 934,5	0,9
Autres industries productrices de services	810,1	769,4	1 141,6	1 040,8	– 8,8
Logement	**19 353,7**	**22 800,0**	**23 551,1**	**24 172,8**	**2,6**
Total	**58 857,9**	**63 097,7**	**66 999,7**	**70 782,3**	**5,6**
Secteur privé non résidentiel	**20 355,3**	**21 170,5**	**23 767,7**	**25 784,3**	**8,5**
Secteur public	**19 148,9**	**19 127,2**	**19 680,9**	**20 825,2**	**5,8**

Après un recul inattendu en 2010 (on s'attendait plutôt, selon les données provisoires, à une croissance de 4,7 %), **les industries productrices de services** rebondissent en 2011 (+ 5,7 %) et en 2012 pour atteindre 29,1 G$. Le secteur du transport et entreposage a considérablement été revu à la baisse en 2010, mais le taux de croissance revu à la hausse pour 2011, juxtaposé à une forte augmentation en 2012, indique que les investissements demeurent en expansion malgré des niveaux inférieurs. Les secteurs du commerce, affligés de décroissances marquées en 2009, croissent sans relâche depuis 2010. Dans le cas du commerce de gros, la croissance pour 2011 (+ 10,4 %) a ramené l'investissement du secteur à son niveau pré-récession (2008), mais pour le commerce de détail, qui avait connu des années 2007 et 2008 exceptionnelles, le niveau attendu en 2012 est inférieur au niveau de 2008, quoiqu'il demeure élevé d'une perspective historique. Le secteur des services d'hébergement et de restauration, secteur dont les investissements avaient été robustes en année de récession (2009, + 20,1 %), est en décroissance continue depuis 2010. Ce faisant, les investissements du secteur atteignent leur plus faible niveau depuis 2006.

Le secteur résidentiel, dont l'estimation est basée sur le scénario moyen de prévision des mises en chantiers de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), continue de croître modérément en 2011 et 2012 (+ 3,3 % et + 2,6 % respectivement), après une croissance prononcée en 2010 (+ 17,8 %).

Les investissements publics sont en croissance en 2011 et en 2012 (+ 2,9 % et + 5,8 % respectivement), après un léger recul en 2010 (– 0,1 %). Ce premier recul depuis 1999 suivait trois années de croissance supérieures à 10 %, période pendant laquelle les investissements publics sont passés de 12,4 G$ à 19,1 G$. Ce faisant, le constat anticipé à pareille date l'an dernier, à savoir que les investissements publics seraient supérieurs aux investissements du secteur privé non résidentiel en 2010 et 2011, ne se sera pas matérialisé. Ainsi, il faut être prudent dans l'analyse des données provisoires et des intentions, car elles sont sujettes à des révisions qui peuvent être significatives (voir encadré).

Globalement, les trois paliers de gouvernement augmentent leurs investissements de 0,9 % en 2012, suivant une légère décroissance en 2010 et une croissance en 2011. Le gouvernement fédéral prévoit augmenter ses investissements de 6,0 % au Québec, alors que le gouvernement provincial anticipe une croissance de 1,7 %. Ces croissances suffiront à annuler la diminution des investissements des gouvernements locaux (– 1,9 %).

L'investissement public dans les réseaux de santé de l'éducation est pour sa part en croissance de 2,3 % en 2012, pour atteindre 3,8 G$. Les diminutions en 2011 et 2012 des dépenses en immobilisation dans les réseaux d'éducation publics, conjuguées à la croissance soutenue des investissements en santé, font que ceux-ci sont, depuis 2011, supérieurs aux investissements en éducation.

Les entreprises publiques sont la composante du secteur public qui affiche la croissance la plus prononcée en 2012 (+ 15,8 %). Les entreprises publiques locales, après une décroissance prononcée en 2010, croissent de plus de 20 % en 2011 et 2012.

Données provisoires de 2011 : quelques constats

Pris globalement, l'investissement au Québec en 2011, mesuré par les données réelles provisoires (67,0 G$), aura été relativement conforme aux attentes, mesurées par les intentions de l'année dernière (66,6 G$). L'analyse par composante montre cependant plusieurs disparités intéressantes.

Par exemple, l'investissement public réel provisoire pour 2011 est de 2,6 G$, inférieur aux intentions. Le secteur privé a pris la relève, avec des investissements supérieurs de 1,8 G$ dans le secteur non résidentiel et de 1,2 G$ dans le secteur résidentiel.

De la même façon, bien que l'investissement dans les industries productrices de biens soit demeuré relativement conforme aux attentes dans leur ensemble, le secteur de la fabrication affiche une vigueur imprévue, avec 1,5 G$ de plus qu'anticipé. C'est plutôt l'inverse que l'on observe dans le secteur des services publics (– 1,2 G$ que prévu). L'investissement des industries productrices de services est revu à la baisse, majoritairement dû au secteur du transport et de l'entreposage (– 1,1 G$), mais également aux services d'enseignement (– 0,6 G$) et aux administrations publiques (– 0,7 G$).

Tableau 4

Comparaison entre les intentions d'investissement et les données réelles provisoires, Québec, 2011

	Intentions	Réelles provisoires	Différence
	M$ courants		
Industries productrices de biens	**14 424,9**	**14 923,0**	**498,1**
Services publics	6 384,5	5 135,5	– 1 249,0
Fabrication	3 640,1	5 154,7	1 514,6
Industries productrices de services	**29 822,2**	**28 525,6**	**– 1 296,7**
Transports et entreposage	3 654,7	2 558,5	– 1 096,2
Total	**66 563,0**	**66 999,7**	**436,7**
Secteur public	**22 302,5**	**19 680,9**	**– 2 621,6**
Secteur privé	**44 260,5**	**47 318,8**	**3 058,3**
Non résidentiel	21 944,6	23 767,7	1 823,1
Logement	22 315,9	23 551,1	1 235,2

Tableau 3

Dépenses en immobilisation du secteur public, par type d'organisme, Québec, 2009-2012

Type d'organisme	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
	M$ courants				%
Gouvernements	**9 527,1**	**9 355,8**	**9 844,5**	**9 934,5**	**0,9**
Fédéral	878,4	1 099,7	1 069,5	1 133,5	6,0
Provincial	4 754,1	4 814,9	5 367,1	5 459,4	1,7
Locaux	3 894,7	3 441,2	3 407,9	3 341,6	– 1,9
Institutions	**3 357,8**	**3 519,3**	**3 696,9**	**3 781,2**	**2,3**
Éducation	1 758,5	1 855,3	1 777,5	1 741,6	– 2,0
Santé	1 599,3	1 664,0	1 919,4	2 039,6	6,3
Entreprises publiques	**6 264,0**	**6 252,1**	**6 139,5**	**7 109,5**	**15,8**
Fédérales	337,1	395,6	F	F	...
Provinciales	4 548,7	4 765,2	F	F	...
Locales	1 378,3	1 091,3	1 318,4	1 628,2	23,5
Total	**19 148,9**	**19 127,2**	**19 680,9**	**20 825,2**	**5,8**

Abréviations et signes conventionnels :

2009-2010 : Données réelles
2011 : Données réelles provisoires
2012 : Perspectives

$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
%	Pourcentage
...	N'ayant pas lieu de figurer
F	Trop peu fiable pour être publiée

Note :
En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source de données :
Adapté de Statistique Canada, *Investissement publics et privés, 29 février 2012*. Cela ne constitue pas une approbation de ce produit par Statistique Canada.

INVESTISSEMENT PUBLIC

Enquête sur les dépenses en immobilisation vs comptes économiques provinciaux

Les données provenant de l'*Enquête sur les dépenses en immobilisation* (EDI) sont la principale source d'information utilisée pour mesurer l'investissement dans les comptes économiques provinciaux (CEP). Cependant, certaines comparaisons entre les deux produits de données peuvent laisser perplexe, notamment lorsque l'on compare la part des investissements publics dans l'investissement non résidentiel. Selon l'EDI, les investissements publics représentent 48,5 % de l'investissement non résidentiel en 2009. Cependant, les CEP situent plutôt cette part à 36,2 %.

La majeure partie de cette différence s'explique par le traitement des entreprises publiques, qui diffèrent entre les deux produits de données. Dans l'EDI, les investissements des entreprises publiques sont considérés comme faisant partie de l'univers public, alors que dans les comptes économiques provinciaux, ces investissements se retrouvent majoritairement dans le secteur des entreprises. Seule une partie des investissements des entreprises publiques locales, soit les investissements liés aux réseaux d'aqueducs, se retrouve dans l'investissement des administrations publiques (locales) dans les comptes économiques.

Après le reclassement, les deux proportions se rapprochent davantage : les investissements publics de l'EDI représentent dorénavant 34,9 % de l'investissement non résidentiel, contre 36,2 % dans les CEP. La différence entre les niveaux de l'investissement public (13,8 G$ selon l'EDI corrigée de l'investissement des autres entreprises publiques, et 14,8 G$ dans les CEP) résulte de corrections effectuées par les comptables nationaux pour se conformer aux concepts du système de comptabilité nationale, tel l'ajout de la construction résidentielle publique (considérée à 100 % privée dans l'EDI) et autres ajustements macros. Des ajustements sont également apportés dans le secteur des entreprises pour tenir compte, entre autres, des coûts de transferts d'immobilisation existante (+) et d'acquisitions d'actifs usagés (–).

Tableau 5

Investissements non résidentiels, comparaison entre l'EDI et les CEP, Québec, 2009

Données brutes

	EDI		CEP	
	Privé	Public	Entreprises	Administrations publiques
M$ courants	20 355	19 149	26 072	14 796
%	51,5%	48,5%	63,8%	36,2%
Dont: Entreprises publiques	...	6 264	...	...
Autres entreprises publiques (-)	...	*5 379*	...	...
Réseaux d'aqueducs	...	*885*	...	...

Données corrigées pour les autres entreprises publiques

	EDI		CEP	
	Privé *et autres entreprises publiques*	Public *et réseaux d'aqueducs*	Entreprises	Administrations publiques
M$ courants	25 734	13 770	26 072	14 796
%	65,1%	34,9%	63,8%	36,2%

PROCHAINE PARUTION : INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS, QUÉBEC ET SES RÉGIONS, MAI-JUIN 2012

Ce bulletin est réalisé par la **Direction des statistiques économiques et du développement durable**.

Ont collaboré à la réalisation : Fanny Desrochers, mise en page
Direction des statistiques économiques et du développement durable
Esther Frève, révision linguistique
Direction des communications

Pour plus de renseignements :

Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

La version PDF de ce bulletin est diffusée sur le site Web de l'Institut, à l'adresse suivante : **www.stat.gouv.qc.ca**

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1er trimestre 2012

ISSN 1925-4210 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2010

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Institut de la statistique Québec